

Monsieur le Maire,

Monsieur le Recteur de l'Université,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de me donner ici la parole, dans le cadre magnifique de votre prestigieuse Université, pour parler avec vous de ces sujets qui me tiennent tant à cœur et que le Recteur Angelo Riccaboni vient d'évoquer brillamment.

Je veux d'ailleurs dire ici mon soutien total à l'initiative qu'il a présentée, car je sais que rien n'est plus précieux que le développement des connaissances, leur partage et leur diffusion. Dans un contexte, j'y reviendrai, marqué par les difficultés à agir, notre premier devoir est d'éclairer nos contemporains afin de les convaincre. Je sais que, par ce programme placé sous l'égide du SDSN, l'Université de Sienne a un rôle éminent à jouer.

De mon côté, je continuerai à agir comme je le fais depuis des années, non pas en savant comme vous, mais en praticien décidé à porter vos découvertes et à les prolonger dans l'action. C'est le sens de mon engagement, qu'il passe par les canaux politiques traditionnels, à la tête de l'Etat monégasque, ou par l'action de la Fondation que j'ai créée en 2006.

Cet engagement, je l'ai construit autour de trois défis majeurs qu'affrontent notre Planète, et en particulier la Méditerranée : le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité et la diminution des ressources en eau douce.

De ces trois maux planétaires, le réchauffement climatique est aujourd'hui le mieux connu de l'opinion et peut-être aussi le plus facile à percevoir, à la fois dans ses mécanismes et dans les moyens de l'atténuer ou de s'y adapter. Nous devons en savoir gré aux nombreux scientifiques, ceux du GIEC en particulier, qui élaborent depuis des années des constats décisifs sur ces questions.

Grâce à eux, les causes humaines de ce réchauffement ont été établies. Nous savons désormais qu'il est essentiellement dû à l'utilisation de combustibles fossiles, ainsi qu'à d'autres actions humaines, comme la déforestation. Et nous savons aussi qu'il pourrait s'élever selon le dernier rapport adopté fin septembre et si rien n'est fait pour le contrer

jusqu'à plus 4,8 degrés à la fin de ce siècle. Perspective lourde de conséquences graves, dont certaines sont déjà manifestes.

Je pense à la hausse du niveau des mers due à la fonte des glaces polaires, à l'augmentation des événements climatiques extrêmes, ou encore aux bouleversements d'écosystèmes entiers. Et je pense aussi aux conséquences indirectes du réchauffement climatique, comme la modification des courants marins ou l'acidification des océans, mise en évidence notamment en 2009 dans la déclaration de Monaco, signée par plus de 150 scientifiques.

Tous ces phénomènes sont bien sûr aussi à l'œuvre en Méditerranée, avec un effet parfois accentué par les caractéristiques d'une mer fermée, des écosystèmes fragiles et une population parfois extrêmement dense.

Face à ce défi, nos moyens d'action apparaissent singulièrement limités. Ils sont je crois au moins de deux ordres : la mise en place d'outils internationaux contraignants et le développement de solutions techniques permettant de limiter l'utilisation d'hydrocarbures.

Pour ce qui est des initiatives internationales, nous constatons toute la difficulté de l'exercice. Pour avoir depuis 1992 et le sommet de Rio participé à l'essentiel des négociations internationales sur le sujet, je mesure la complexité de la situation.

De nombreux pays refusent de se lier par des accords contraignants qu'ils estiment contraires à leurs aspirations, en termes de développement économique notamment. Dans un contexte de crise économique, ces préventions peuvent sembler légitimes. Nul ne peut souhaiter s'engager sur le chemin hasardeux de la décroissance, pour des bénéfices qui ne se mesureront que dans des décennies.

Mais il s'agit-là de raisonnements à courte-vue. Car personne ne sortira gagnant des dérèglements de notre Planète

C'est pourquoi il nous faut convaincre le plus largement possible du fait que la mise en place d'un développement véritablement durable, en termes écologiques et économiques, peut être aussi source de progrès. Je crois que de plus en plus de nos contemporains le comprennent et refusent cette fuite en avant déraisonnable qui se nourrit de l'appauvrissement de la nature.

Fort heureusement, nous constatons année après année une mobilisation croissante des sociétés civiles, partout à travers le monde. Si les difficultés sont grandes, les progrès le sont donc aussi. Nul n'aurait pu imaginer il y a vingt-cinq ans que l'environnement deviendrait ainsi une cause de préoccupation essentielle sur toute la surface de la Terre.

Cette pression croissante des opinions favorise également le développement des énergies alternatives et une meilleure utilisation de l'énergie disponible, perspectives indispensables contre le réchauffement, et sources dès aujourd'hui de croissance économique.

C'est le choix que nous avons fait à Monaco, où nous conduisons une politique active de mobilité propre, et où nous faisons des efforts importants en termes d'efficacité énergétique. C'est ainsi que nous visons l'objectif de la neutralité carbone dès 2050.

De nombreux pays sont engagés dans cette voie nécessaire. Je me félicite de constater que des pays souvent réticents aux logiques écologiques, comme la Chine ou les Etats-Unis d'Amérique, conduisent en fait des politiques audacieuses de développement des énergies propres ou d'efficacité énergétique, en particulier à l'échelle des collectivités locales.

Dans notre région, l'Union européenne comme l'Union pour la Méditerranée se sont saisies de ces questions. Elles nous permettent je crois d'espérer des résultats prochains, grâce à plusieurs initiatives significatives, dont le plan solaire méditerranéen. Le fort ensoleillement de notre région doit lui permettre d'être à la pointe de ce combat !

A côté du réchauffement, l'autre grand péril qui menace la Méditerranée est la perte de sa précieuse biodiversité. Cette mer de dimensions modestes constitue en effet l'un des réservoirs majeurs de la biodiversité marine et côtière de la Planète. Elle abrite 28% des espèces endémiques, 8% de la faune et 18% de la flore marines mondiales.

Son climat, son isolation, ses nombreuses îles expliquent en partie cette richesse, qui en fait notamment une aire majeure d'hivernage, de reproduction et de migration.

Or, cette fragilité et cette densité naturelles sont confrontées depuis quelques décennies à une littoralisation intensive, à une explosion des transports maritimes, à une pollution en croissance, à une surexploitation des ressources, à la modification des régimes hydriques et à la prolifération d'espèces invasives... Autant de facteurs lourds de conséquences.

Parmi ceux-ci, je veux souligner les dégâts d'une certaine pêche irresponsable, souvent concentrée dans les zones où les biotopes sont les plus riches. Le chalutage en détruit les fonds, qui sont souvent des zones de frayères. Et l'aquaculture ne rassure guère plus, étant elle aussi la source de nombreuses pollutions, de transmission d'épizooties et d'évasion d'espèces domestiques vers les milieux naturels.

Face à cette situation, il nous faut là aussi mettre en place des solutions coordonnées.

La première d'entre elles passe par un renforcement des normes internationales, aujourd'hui peu efficaces en Méditerranée. Je pense en particulier à la convention de Montego Bay, qui est le principal cadre international de gestion des mers. Or, cette convention ne consacre que deux articles assez vagues aux mers semi-fermées comme la Méditerranée, et son volet environnemental n'est plus adapté aux menaces actuelles...

Les institutions régionales, en particulier l'Union européenne, se sont certes emparées de ces problèmes et portent des solutions concrètes. Depuis des années maintenant, Bruxelles avance en effet de manière volontaire et met en place une réglementation parmi les plus exigeantes au monde. Mais, ces initiatives ne couvrent pas l'ensemble du bassin méditerranéen et demeurent donc insuffisantes. C'est pourquoi d'autres initiatives, plus ciblées, doivent être encouragées.

Je pense à l'action conduite il y a quelques années par Monaco en faveur du thon rouge. Même si elle n'a pas abouti à l'interdiction du commerce international de cette espèce gravement menacée, notre intervention a permis je crois de préserver sa survie par une révision drastique des positions de l'organisme régulateur, l'ICCAT. Elle a ainsi prouvé qu'une volonté affirmée pouvait faire évoluer les choses, dans un cadre institutionnel complexe.

Je pense également à l'accord Ramoge conclu en 1976 entre l'Italie, la France et Monaco, et qui a permis de conduire des programmes importants de coopération scientifique, technique, juridique et administrative.

Dans la foulée de Ramoge, l'accord Ramogepol sur les pollutions accidentelles est lui aussi un outil important pour faire face à ces risques récurrents et hélas importants.

Ces initiatives obéissent à une philosophie que je crois essentielle : la délimitation de périmètres prioritaires, zones économiques exclusives et aires marines protégées, permettant de préserver certains secteurs.

Plus de deux décennies après la signature de l'accord Ramoge, le sanctuaire Pelagos a ainsi été créé par les mêmes Etats. Il constitue aujourd'hui une zone innovante de protection des mammifères marins.

Dans de nombreuses régions de la Méditerranée, comme dans presque toutes les mers du globe, d'autres aires marines protégées rencontrent aujourd'hui un vrai succès, à la fois écologique, économique, scientifique et pédagogique.

C'est sur la base de ces succès avérés que je me fais depuis des années l'avocat des aires marines protégées, qui me paraissent ouvrir la voie à des solutions locales pertinentes - d'autant plus pertinentes qu'elles sont construites en accord avec les populations locales et dans leur intérêt. Je pense que le prochain congrès mondial des aires marines protégées, qui se tiendra dans quelques semaines à Marseille, permettra de confirmer ces perspectives.

Toutes ces initiatives prouvent que la préservation bien conçue de l'environnement ne se fait pas au détriment du progrès humain, au contraire. C'est l'une des leçons que nous propose la biodiversité. En Méditerranée notamment, elle est source d'activités humaines directes, dont le tourisme pourrait être l'exemple le plus évident. Et elle est aussi source de nombreuses innovations en cours ou à venir, notamment dans les biotechnologies. Il s'agit d'une donnée essentielle pour la mise en place d'une économie plus durable.

Le dernier point sur lequel je veux insister en évoquant l'avenir de la Méditerranée est la question de l'eau.

Les chiffres, là aussi, sont alarmants. Près de 30 millions de personnes autour de la Méditerranée n'ont pas accès à l'eau potable. Dans certains pays, ce sont parfois près de 70% de la population qui n'est relié à aucun système de traitement des eaux. Et la mer, qui comme toujours est la victime ultime de ces incuries, reçoit ainsi 60 000 tonnes de détergent, 100 tonnes de mercure et 12 000 tonnes de phénols par an... en plus des nombreuses pollutions maritimes infligées à cet espace qui accueille la moitié du trafic pétrolier mondial.

Au-delà de ses conséquences sur la mer elle-même, l'insuffisance des réseaux d'adduction et de traitement des eaux a sur l'ensemble des écosystèmes de la région des effets importants. D'autant qu'une grande partie des pays méditerranéens, en particulier au sud, ont un approvisionnement en eau par habitant parmi les plus faibles au monde, ce qui accentue la pression. On estime ainsi que 180 millions de personnes vivent en Méditerranée sous le seuil de pauvreté hydrique, soit 1000 m<sup>3</sup> par an et par habitant, et que 60 millions disposent de moins de 500 m<sup>3</sup> par an et par habitant...

Une telle situation pose des problèmes écologiques très graves, et des problèmes humains plus dramatiques encore : sanitaires, bien sûr, mais aussi économiques et culturels. Car l'adduction d'eau et la mise en place de systèmes de traitement efficaces ont une incidence directe sur la capacité d'une région à se développer, aussi bien en termes agricoles qu'industriels ou même scolaires... A ces problèmes s'ajoutent en outre des enjeux stratégiques liés à l'eau, dans un

contexte géopolitique extrêmement tendu.

C'est pourquoi il est, là aussi, indispensable d'agir.

Or, beaucoup des questions liées à l'eau dépendent de décisions simples, relevant d'autorités politiques nationales traditionnelles, et qui peuvent donc être prises rapidement. Bien entendu, des moyens sont nécessaires. Mais, malgré la difficulté que connaissent certains pays, la volonté politique demeure déterminante, comme le prouve le problème des systèmes de traitement des eaux, au nord comme au sud, d'ailleurs... Là aussi, c'est par la mobilisation des décideurs et des opinions qu'il nous faut donc passer.

Mais des efforts de gouvernance peuvent également aider à faire avancer les choses, comme on le voit aujourd'hui avec les expériences de gestion intégrée des ressources en eau menées dans une cinquantaine de pays. Le principe en est simple : il s'agit de construire un partenariat entre tous les acteurs de certaines régions, tenant compte des ressources et des réalités disparates d'un bassin entier, et associant l'ensemble des parties prenantes.

Ces expériences font d'ores et déjà la démonstration de leur efficacité pour des populations confrontées à des pénuries importantes. Elles montrent qu'une politique durable peut avoir des bénéfices y compris des le court terme.

Une fois encore, je crois que l'essentiel doit être de prouver à nos contemporains que la préservation de l'environnement ne se fait pas au détriment de leurs conditions de vie, au contraire. Or, par son caractère élémentaire et indispensable, l'eau constitue ici un précieux trait d'union, capable d'incarner les bienfaits que chacun peut retirer d'une gestion plus responsable de ressources communes.

Là est l'enjeu essentiel auquel nous sommes confrontés, en Méditerranée comme ailleurs : faire de la préservation de l'environnement un levier au service du progrès collectif.

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Depuis 3000 ans, la Méditerranée a été le berceau de la plupart des grands progrès de notre civilisation. Si son cadre naturel est aujourd'hui menacé, j'y vois aussi l'occasion, pour notre région, d'inventer une nouvelle fois un monde meilleur. Un monde plus responsable et plus solidaire. Un monde plus inventif, plus ouvert et plus respectueux des autres. Un monde, en un mot, plus durable.

Le grand écrivain français Albert Camus, né sur la rive sud de la méditerranée, écrivait : « j'admire qu'on puisse trouver au bord de la Méditerranée des certitudes et des règles de vie, qu'on y satisfasse sa raison et qu'on y justifie un optimisme et un sens social. » Je crois que c'est cela, cet optimisme fondant les règles de vie, que nous devons une fois de plus chercher sur les rives de notre mer, si belle et si menacée, si fertile et si inspirante.

Je vous remercie.